



CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE

Établissement public national à caractère administratif

(Etablie à Paris, France)

PROGRAMME D'EMISSIONS DE DETTE

de 130,000,000,000 euros

Ce document est publié en deux versions, française et anglaise, faisant également foi

Ce troisième supplément (le « **Supplément** ») qui a obtenu le numéro d'approbation 23-125 le 21 avril 2023 par l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** »), complète et doit être lu conjointement avec le prospectus de base en date du 18 juillet 2022 qui a obtenu le numéro d'approbation 22-314 le 18 juillet 2022 par l'AMF tel que complété par son premier supplément en date du 20 octobre 2022, approuvé par l'AMF sous le numéro 22-419 le 20 octobre 2022 et par son deuxième supplément en date du 14 décembre 2022, approuvé par l'AMF sous le numéro 22-482 le 14 décembre 2022 (ensemble, le « **Prospectus de Base** »), préparé par la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (« **CADES** » ou l'« **Emetteur** ») et relatif à son Programme d'Emissions de Dette de 130.000.000.000 d'euros (le « **Programme** »). Les termes définis dans le Prospectus de Base ont la même signification dans le présent Supplément.

Le Prospectus de Base tel que complété constitue un prospectus de base conformément à l'article 8 du Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2017, tel qu'il peut être modifié ponctuellement (le « **Règlement Prospectus** »). Le présent Supplément a été préparé conformément à l'article 23 du Règlement Prospectus. L'approbation du présent Supplément a été demandée à l'AMF en sa qualité d'autorité compétente au titre du Règlement Prospectus.

Le présent Supplément a été préparé dans le but (i) d'incorporer par références les comptes annuels audités de l'émetteur au 31 décembre 2022 et pour la période se terminant à cette date et (ii) de mettre à jour les sections « *Evènements Récents* » et « *Informations Générales* ».

A l'exception de ce qui est indiqué dans le présent Supplément, il n'y a pas eu d'autre nouveau fait significatif, d'erreur ou d'inexactitude substantielle concernant les informations contenues dans le Prospectus de Base (y compris les informations incorporées par référence) qui soit significatif dans le cadre du Programme depuis la publication du Prospectus de Base et susceptible d'influencer l'évaluation des Titres. En cas d'incohérence entre (a) toute déclaration du présent Supplément et (b) toute autre déclaration du Prospectus de Base, les déclarations du présent Supplément prévaudront.

Des copies du Prospectus de Base et du présent Supplément seront disponibles, pendant les heures habituelles d'ouverture des bureaux, tous les jours de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés), pour consultation par les Porteurs de Titres aux bureaux désignés de l'Agent Financier et seront disponibles sans frais (i) sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et (ii) sur le site Internet de l'Emetteur (www.cades.fr).

Dans la mesure où cela est applicable et conformément à l'article 23.2 du Règlement Prospectus, les investisseurs qui ont déjà accepté d'acheter ou de souscrire des Titres à émettre dans le cadre du Programme avant que le Supplément ne soit publié ont le droit de retirer leur acceptation pendant deux jours ouvrables après la publication du présent Supplément, à condition que le fait nouveau significatif ou l'erreur ou inexactitude substantielle visé dans le présent Supplément soit survenu ou ait été constaté avant la clôture de l'offre ou la livraison des Titres, selon ce qui se produit en premier. Ce délai peut être prorogé par l'Emetteur. Ce droit de rétractation prend fin à la fermeture des bureaux le 26 avril 2023. Les investisseurs peuvent contacter les Intermédiaires Financiers Autorisés s'ils souhaitent exercer le droit de retrait.

CONTENUS

DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE	3
MODIFICATION DE LA SECTION EVENEMENTS RECENTS.....	9
MODIFICATION DE LA SECTION INFORMATIONS GENERALES	10
PERSONNES RESPONSABLES DU SUPPLEMENT.....	11

DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE

La section « **Documents Incorporés Par Référence** » aux pages 37 à 41 de la version française du Prospectus de Base, est supprimée dans son intégralité et remplacée comme suit :

« Le Prospectus de Base devra être lu et interprété conjointement avec les sections figurant dans la table de renvoi ci-dessous des documents suivants et les Modalités des Programmes EMTN Antérieurs (telles que définies ci-dessous), qui ont été préalablement déposés auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** »), sont incorporées dans le Prospectus de Base et en font partie intégrante.

- (i) le Rapport Financier Annuel 2022 en langue française, comprenant ses comptes annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 et le rapport d'audit correspondant, qui est daté du 30 mars 2023 (le « **Rapport Financier Annuel Audité 2022** ») (<https://www.cades.fr/pdf/comptes/fr/Comptes%202022%20FR.pdf>);
- (ii) le Rapport Financier Annuel 2021 en langue française, comprenant ses comptes annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 et le rapport d'audit correspondant, qui est daté du 1^{er} avril 2022 (le « **Rapport Financier Annuel Audité 2021** ») (https://www.cades.fr/pdf/comptes/fr/Comptes_31dec2021_VF.pdf);
- (iii) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 28 mai 2010 qui a reçu le visa de l'AMF n° 10-156 le 28 mai 2010 (les « **Modalités du Programme EMTN 2010** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/18_docref_28052010.pdf);
- (iv) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 30 mai 2011 qui a reçu le visa de l'AMF n° 11-193 le 30 mai 2011 (les « **Modalités du Programme EMTN 2011** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/21_docref_30052011.pdf);
- (v) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 31 mai 2012 qui a reçu le visa de l'AMF n° 12-237 le 31 mai 2012 (les « **Modalités du Programme EMTN 2012** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/25_docref_31052012.pdf);
- (vi) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 3 juin 2013 qui a reçu le visa de l'AMF n° 13-257 le 3 juin 2013 (les « **Modalités du Programme EMTN 2013** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES_DIP_Base_Prospectus_2013.pdf);
- (vii) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 10 juin 2014 qui a reçu le visa de l'AMF n° 14-283 le 10 juin 2014 (les « **Modalités du Programme EMTN 2014** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2014.pdf);
- (viii) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 8 juin 2015 qui a reçu le visa n° 15-259 de l'AMF le 8 juin 2015 (les « **Modalités du Programme EMTN 2015** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2015.pdf);
- (ix) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 1^{er} juin 2016 qui a reçu le visa de l'AMF n° 16-221 le 1^{er} juin 2016 (les « **Modalités du Programme EMTN 2016** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2016.pdf);
- (x) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 8 septembre 2017 qui a reçu le visa n° 17-465 de l'AMF le 8 septembre 2017 (les « **Modalités du Programme EMTN 2017** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2017.pdf);

- (xi) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 31 mai 2018 qui a reçu le visa de l'AMF n° 18-216 le 31 mai 2018 (les « **Modalités du Programme EMTN 2018** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2018.pdf) ;
- (xii) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 19 juin 2019 qui a reçu le visa n° 19-276 de l'AMF le 19 juin 2019 (les « **Modalités du Programme EMTN 2019** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2019.pdf) ;
- (xiii) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 19 août 2020 qui a reçu le numéro d'approbation 20-414 de l'AMF le 19 août 2020 (les « **Modalités du Programme EMTN 2020** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2020.pdf); et
- (xiv) les modalités des titres dans le prospectus de base de l'Émetteur en date du 6 septembre 2021 qui a reçu le numéro d'approbation 21-381 de l'AMF le 6 septembre 2021 (les « **Modalités du Programme EMTN 2021** ») (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2021.pdf) et, avec les Modalités du Programme EMTN 2020, les Modalités du Programme EMTN 2019, les Modalités du Programme EMTN 2018, les Modalités du Programme EMTN 2017, les Modalités du Programme EMTN 2016, les Modalités du Programme EMTN 2015, les Modalités du Programme EMTN 2014, les Modalités du Programme EMTN 2013, les Modalités du Programme EMTN 2012, les Modalités du Programme EMTN 2011 et les Modalités du Programme EMTN 2010, les « **Modalités des Programmes EMTN Antérieurs** ».

Les déclarations contenues dans les sections mentionnées dans le tableau ci-dessous sont réputées être incorporées dans le Prospectus de Base et en faire partie sauf si une déclaration contenue dans le présent document modifie ou remplace cette déclaration antérieure (que ce soit expressément, implicitement ou autrement). Toute déclaration ainsi modifiée ou remplacée ne sera pas réputée faire partie du Prospectus de Base.

Aussi longtemps que des Titres sont ou seront en circulation, le Prospectus de Base, tout supplément au Prospectus de Base et tous les documents incorporés par référence au Prospectus de Base seront disponibles sans frais (i) sur le site internet de l'Émetteur (www.cades.fr) et (ii) au bureau désigné de l'Agent Financier et des Agents Payeurs indiqués à la fin du Prospectus de Base, pendant les heures de bureau normales. Le Prospectus de Base et tout supplément à celui-ci seront également disponibles sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org).

Pour les besoins du Règlement Prospectus, les informations incorporées par référence dans le Prospectus de Base sont indiquées dans la table de concordance ci-dessous. Pour éviter toute ambiguïté, les informations dont la divulgation est demandée par l'Émetteur en raison de l'Annexe 6 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 de la Commission complétant le Règlement Prospectus, tel que modifié (le « **Règlement Délégué de la Commission** ») sont mentionnées dans les tableaux de renvoi ci-dessous. « *Non applicable* » dans le tableau de renvoi ci-dessous signifie que l'information n'est pas pertinente aux fins de l'annexe 6 du Règlement Délégué de la Commission.

Toute information ne figurant pas dans la table de concordance suivante mais incluse dans les documents énumérés ci-dessus est donnée à titre d'information uniquement.

A moins qu'elles ne soient explicitement incorporées par référence dans le Prospectus de Base conformément à la liste ci-dessus, les informations contenues sur le site Internet de l'Émetteur ne sont pas considérées comme incorporées par référence dans le présent document et ne sont données qu'à titre d'information. Elles ne font donc pas partie du Prospectus de Base et n'ont pas été contrôlées ou approuvées par l'AMF.

Table de Concordance

Annexe 6 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 de la Commission	Rapport Financier Annuel Audité 2021	Rapport Financier Annuel Audité 2022
INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR		
11.1 <u>Informations financières historiques</u>		
11.1.1 Fournir des informations financières historiques pour les deux derniers exercices (ou pour toute période plus courte durant laquelle l'émetteur a été en activité) et le rapport d'audit établi pour chacun de ces exercices.	Pages 1 à 40	Pages 1 à 39
11.1.2 Changement de date de référence comptable Si l'émetteur a modifié sa date de référence comptable durant la période pour laquelle des informations financières historiques sont exigées, les informations financières historiques auditées couvrent une période de 24 mois au moins, ou toute la période d'activité de l'émetteur si celle-ci est plus courte.	Non applicable	Non applicable
11.1.3 Normes comptables Les informations financières doivent être établies conformément aux normes internationales d'information financière, telles qu'adoptées dans l'Union conformément au règlement (CE) no 1606/2002. Si le règlement (CE) no 1606/2002 n'est pas applicable, les états financiers doivent être établis en conformité avec : (a) les normes comptables nationales d'un État membre pour les émetteurs de l'EEE, ainsi que le prévoit la directive 2013/34/UE; (b) les normes comptables nationales d'un pays tiers équivalentes au règlement (CE) no 1606/2002 pour les émetteurs des pays tiers. Si les normes comptables nationales du pays tiers ne sont pas équivalentes au règlement (CE) no 1606/2002, les états financiers doivent être retraités conformément audit règlement.	Pages 7 à 12	Pages 6 à 11
11.1.4 Changement de référentiel comptable Les dernières informations financières historiques auditées, contenant des informations comparatives pour l'année précédente, doivent être établies et présentées sous une forme correspondant au référentiel comptable qui sera retenu pour la prochaine publication des états financiers annuels de l'émetteur. Les changements au sein du référentiel comptable existant de l'émetteur ne nécessitent pas que les états financiers audités soient retraités. Toutefois, si l'émetteur a l'intention d'adopter un nouveau référentiel comptable dans les prochains états financiers qu'il publiera, les états financiers du dernier exercice doivent être établis et audités conformément au nouveau cadre.	Non applicable	Non applicable
11.1.5 Lorsque les informations financières auditées sont établies conformément à des normes comptables nationales, les informations financières exigées au titre de la présente rubrique doivent inclure au minimum :	page 1 ;	page 1 ;

Annexe 6 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 de la Commission	Rapport Financier Annuel Audité 2021	Rapport Financier Annuel Audité 2022
(a) le bilan ; (b) le compte de résultat ; (c) le tableau des flux de trésorerie ; (d) les méthodes comptables et les notes explicatives.	page 2 ; page 3 ; pages 7 à 12 et pages 13 à 40.	page 2 ; page 4 ; pages 6 à 11 et pages 12 à 39
11.1.6 États financiers consolidés Si l'émetteur établit ses états financiers annuels aussi bien sur une base individuelle que sur une base consolidée, inclure au moins les états financiers annuels consolidés dans le document d'enregistrement.	Non applicable	Non applicable
11.1.7 Date des dernières informations financières La date du bilan du dernier exercice pour lequel les états financiers ont été audités ne peut remonter à plus de 18 mois avant la date du document d'enregistrement.	Page 1	Page 1
11.2 Informations financières intermédiaires et autres		
11.2.1 Si l'émetteur a publié des informations financières trimestrielles ou semestrielles depuis la date de ses derniers états financiers audités, celles-ci doivent être incluses dans le document d'enregistrement. Si ces informations financières trimestrielles ou semestrielles ont été examinées ou auditées, le rapport d'examen ou d'audit doit également être inclus. Si tel n'est pas le cas, le préciser. S'il a été établi plus de neuf mois après la date des derniers états financiers audités, le document d'enregistrement doit contenir des informations financières intermédiaires, éventuellement non auditées (auquel cas ce fait doit être précisé), couvrant au moins les six premiers mois de l'exercice. Les informations financières intermédiaires sont établies conformément aux exigences de la directive 2013/34/UE ou du règlement (CE) no 1606/2022, selon le cas. Pour les émetteurs ne relevant ni de la directive 2013/34/UE ni du règlement (CE) no 1606/2022, les informations financières intermédiaires doivent comporter des états financiers comparatifs couvrant la même période de l'exercice précédent, l'exigence d'informations bilanciels comparatives pouvant cependant être satisfaite par la présentation du bilan de clôture.	Non applicable	Non applicable
11.3 Audit des informations financières annuelles historiques		
11.3.1 Les informations financières annuelles historiques doivent faire l'objet d'un audit indépendant. Le rapport d'audit doit être élaboré conformément à la directive 2014/56/UE et au règlement (UE) no 537/2014. Lorsque la directive 2014/56/UE et le règlement (UE) no 537/2014 ne s'appliquent pas: a) les informations financières historiques doivent être auditées ou faire l'objet d'une mention indiquant si, aux fins du document d'enregistrement, elles donnent une image fidèle, conformément	Les six premières pages avant la page 1	Les sept premières pages avant la page 1

Annexe 6 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 de la Commission	Rapport Financier Annuel Audité 2021	Rapport Financier Annuel Audité 2022
<p>aux normes d’audit applicables dans un État membre ou à une norme équivalente.</p> <p>b) Si les rapports d’audit sur les informations financières historiques contiennent des réserves, des modifications d’avis, des limitations de responsabilité ou des observations, ces réserves, modifications, limitations ou observations doivent être intégralement reproduites et assorties d’une explication.</p>		
11.3.2 Indiquer quelles autres informations contenues dans le document d’enregistrement ont été auditées par les contrôleurs légaux.	Non applicable	Non applicable
11.3.3 Lorsque des informations financières figurant dans le document d’enregistrement ne sont pas tirées des états financiers audités de l’émetteur, indiquer la source des données et préciser que celles-ci n’ont pas été auditées.	Non applicable	Non applicable
11.4 <u>Procédures judiciaires et d’arbitrage</u>		
11.4.1 Indiquer, pour une période couvrant au moins les douze derniers mois, toute procédure administrative, judiciaire ou d’arbitrage (y compris les procédures en cours ou menaces de procédure dont l’émetteur a connaissance) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l’émetteur et/ou du groupe, ou fournir une déclaration négative appropriée.	Non applicable	Non applicable
11.5 <u>Changement significatif de la situation financière de l’émetteur.</u>		
11.5.1 Décrire tout changement significatif de la situation financière du groupe survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers audités ou des informations financières intermédiaires ont été publiés, ou fournir une déclaration appropriée indiquant l’absence de tels changements.	Non applicable	Non applicable

Les Modalités des Programmes EMTN Antérieurs sont incorporées par référence dans le Prospectus de Base pour les seuls besoins d’émissions futures de titres devant être assimilées et constituant une souche unique avec les Titres déjà émis aux termes des Modalités des Programmes EMTN Antérieurs concernés.

Les parties non incorporées des prospectus de base de l’Émetteur énumérés ci-avant datés du 6 septembre 2021, 19 août 2020, 19 juin 2019, 31 mai 2018, 8 septembre 2017, 1^{er} juin 2016, 8 juin 2015, 10 juin 2014, 3 juin 2013, 31 mai 2012, 30 mai 2011 et 28 mai 2010 respectivement, soit ne concernent pas les investisseurs, soit sont visées ailleurs dans le Prospectus de Base.

Le tableau qui suit présente les pages correspondantes des modalités contenues dans les prospectus de base relatifs au Programme.

Modalités incorporées par référence	Page
Prospectus de Base en date du 6 septembre 2021	Pages 38 à 92
Prospectus de Base en date du 19 août 2020	Pages 24 à 67
Prospectus de Base en date du 19 juin 2019	Pages 51 à 94

Prospectus de Base en date du 31 mai 2018	Pages 47 à 84	
Prospectus de Base en date du 8 septembre 2017	Pages 41 à 79	
Prospectus de Base en date du 1 ^{er} juin 2016	Pages 38 à 75	
Prospectus de Base en date du 8 juin 2015	Pages 37 à 74	
Prospectus de Base en date du 10 juin 2014	Pages 40 à 75	
Prospectus de Base en date du 3 juin 2013	Pages 43 à 80	
Prospectus de Base en date du 31 mai 2012	Pages 32 à 49	
Prospectus de Base en date du 30 mai 2011	Pages 33 à 50	
Prospectus de Base en date du 28 mai 2010	Pages 30 à 48	»

MODIFICATION DE LA SECTION EVENEMENTS RECENTS

À la section « **Description de l'Émetteur** » aux pages 106 à 121 de la version française du Prospectus de Base, le paragraphe « **Evènements Récents** » à la page 121 de la version française du Prospectus de Base est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

« Depuis le 1^{er} janvier 2023, la CADES a émis les instruments obligataires suivants :

- Le 17 janvier 2023, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance le 25 mai 2028 pour un montant de 5 milliards EUR ;
- Le 25 janvier 2023, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance le 25 janvier 2026 pour un montant de 4 milliards USD ; et
- Le 1^{er} mars 2023, la CADES a réalisé une émission obligataire à échéance le 1^{er} mars 2030 pour un montant de 4 milliards EUR. »

MODIFICATION DE LA SECTION INFORMATIONS GENERALES

À la section « **Informations Générales** » aux pages 187 à 190 de la version française du Prospectus de Base, le paragraphe 4 « **Tendances et absence de changement significatif** » à la page 187 de la version française du Prospectus de Base est remplacé comme suit :

« 4 Tendances et absence de changement significatif

La situation financière ou la performance financière de l'Émetteur n'a pas connu de changement significatif depuis le 31 décembre 2022 et les perspectives de l'Émetteur n'ont pas subi de changement significatif défavorable depuis le 31 décembre 2022. »

À la section « **Informations Générales** » aux pages 187 à 190 de la version française du Prospectus de Base, le paragraphe 12 « **Commissaires aux comptes** » à la page 189 de la version française du Prospectus de Base est remplacé comme suit :

« 12 Commissaires aux comptes

Le Contrôleur Budgétaire et Comptable Ministériel de l'Émetteur est responsable de la préparation de ses comptes et états financiers. Ceux-ci sont également approuvés par le Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique et le Ministre de la Santé et de la Prévention et sont régulièrement contrôlés par la Cour des Comptes qui a autorité pour accepter ou rejeter les comptes présentés.

KPMG Audit, Tour EQHO, 2 Avenue Gambetta, 92066 Paris La Défense, France, et KPMG S.A., Tour EQHO, 2 Avenue Gambetta, CS 60055, 92066 Paris La Défense Cedex, France, ont respectivement revu et rendu un rapport sur le Rapport Financier Annuel Audité 2021. KPMG Audit et KPMG S.A. sont membres de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Grant Thornton, 29 Rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine, France, a été nommé en qualité de commissaire aux comptes titulaire le 13 juillet 2022 pour un mandat de six ans et a revu et rendu un rapport sur le Rapport Financier Annuel Audité 2022. KPMG Audit, KPMG S.A. et Grant Thornton sont membres de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles. Le cabinet de commissaires aux comptes présente au Conseil d'Administration un rapport semestriel dans lequel il exprime son opinion sur les états financiers. »

À la section « **Informations Générales** » aux pages 187 à 190 de la version française du Prospectus de Base, le paragraphe 18 « **Comptes Annuels Audités 2021** » à la page 190 de la version française du Prospectus de Base est remplacé comme suit :

« 18 Rapport financier annuel 2022

Le rapport du commissaire aux comptes concernant les comptes annuels au 31 décembre 2022 contient une réserve énoncée à la seconde et troisième page des sept premières pages qui précèdent la page 1 du Rapport Financier Annuel Audité 2022. »

PERSONNES RESPONSABLES DU SUPPLEMENT

Personne assumant la responsabilité du présent Supplément

Au nom de l'Émetteur

En vertu des présentes, l'Émetteur déclare que les informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Supplément sont à sa connaissance conformes aux faits et ne comportent aucune omission susceptible d'en altérer la portée.

Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale représentée par l'Agence France Trésor

139, rue de Bercy
75012 Paris
France

Directrice générale adjointe

Julika COURTADE-GROSS
A Paris, le 21 avril 2023

Les comptes annuels audités 2022 incorporés par référence dans ce Supplément ont fait l'objet d'un rapport d'audit des commissaires aux comptes qui contient une réserve mentionnée ci-dessous :

« **Fondement de l'opinion avec réserve**

Motivation de la réserve

Comme mentionné aux paragraphes 4.1 à 4.3 de la note « principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels, la comptabilisation des revenus de la CRDS et de la CSG est réalisée à partir des notifications adressées à la CADES par l'ACOSS et la direction générale des finances publiques (DGFIP) en leur qualité d'organismes collecteurs. Les compétences de la CADES en matière de recettes consistent à une vérification comptable formelle des pièces produites par les organismes recouvreurs.

En mai 2022, dans son rapport de certification des comptes du régime général de sécurité sociale relatif à l'exercice 2021, la Cour des comptes n'a pas été en mesure de certifier les comptes de l'activité de recouvrement en raison des incidences des anomalies significatives relevées et de l'absence d'éléments probants suffisants permettant de se prononcer sur l'absence de risques d'anomalies significatives dans les comptes susvisés.

Compte-tenu de ces éléments, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'absence d'anomalies significatives dans les comptes annuels concernant les postes suivants :

- Bilan – Actif :
 - Créances brutes (780,61 M€) et dépréciations de ces créances (-564,74 M€),
 - Produits à recevoir (1,418 M€)
- Bilan – Passif :
 - Provisions pour risque (75,61 M€)
- Compte de résultat – Produits
 - Autres produits d'exploitation CSG et CRDS (18 218,61 M€)
- Compte de résultat – Charges
 - Autres charges d'exploitation (140,70 M€) »



Le présent Supplément au Prospectus de Base a été approuvé le 21 avril 2023 par l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente en vertu du Règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF a approuvé le présent Supplément après avoir vérifié que les informations figurant dans le Prospectus de Base sont complètes, cohérentes et compréhensibles au sens du Règlement (UE) 2017/1129.

Cette approbation ne constitue pas un avis favorable sur l'Émetteur décrit dans le présent Supplément.

Ce Supplément au Prospectus de Base a obtenu le numéro d'approbation suivant : 23-125.



CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE

Établissement public national à caractère administratif (*French national public entity*)

(Established in Paris, France)

EURO 130,000,000,000

DEBT ISSUANCE PROGRAMME

This document is published in French and English versions, both of which are valid

This third supplement (the "**Supplement**") which has obtained approval number 23-125 on 21 April 2023 from the *Autorité des marchés financiers* (the "**AMF**") is supplemental to and must be read in conjunction with the base prospectus dated 18 July 2022 which has been granted approval number 22-314 on 18 July 2022 by the AMF as supplemented by its first supplement thereto dated 20 October 2022 which has been granted approval number 22-419 on 20 October 2022 by the AMF and its second supplement thereto dated 14 December 2022 which has been granted approval number 22-482 on 14 December 2022 by the AMF (together, the "**Base Prospectus**"), prepared by the *Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale* ("**CADES**" or the "**Issuer**") with respect to its Euro 130,000,000,000 Debt Issuance Programme (the "**Programme**"). Terms defined in the Base Prospectus have the same meaning when used in this Supplement.

The Base Prospectus as supplemented constitutes a base prospectus for the purposes of Article 8 of Regulation (EU) 2017/1129 of the European Parliament and of the European Council dated 14 June 2017, as may be amended from time to time (the "**Prospectus Regulation**"). This Supplement has been prepared in accordance with Article 23 of the Prospectus Regulation. Application has been made for approval of this Supplement to the AMF in its capacity as competent authority under the Prospectus Regulation.

This Supplement has been produced for the purposes of (i) incorporating by reference the audited annual financial statements of the Issuer as at and for the period ended 31 December 2022 and (ii) updating the sections "*Recent Developments*" and "*General Information*".

Save as disclosed in this Supplement, there has been no other significant new factor, material mistake or material inaccuracy relating to the information included in the Base Prospectus (including information incorporated by reference) which is material in the context of the Programme since the publication of the Base Prospectus and which may affect the assessment of the Notes. To the extent that there is any inconsistency between (a) any statement in this Supplement and (b) any other statement in the Base Prospectus, the statements in this Supplement will prevail.

Copies of the Base Prospectus and this Supplement will be available, during usual business hours on any weekday (Saturdays, Sundays and public holidays excepted), for inspection by Noteholders at the specified offices of the Fiscal Agent and will be available without charge (i) on the website of the AMF (www.amf-france.org) and (ii) on the website of the Issuer (www.cades.fr).

To the extent applicable and in accordance with Article 23.2 of the Prospectus Regulation, investors who have already agreed to purchase or subscribe for Notes to be issued under the Programme before this Supplement is published shall have the right, exercisable within two working days after the publication of this Supplement, to withdraw their acceptances, provided that the significant new factor, material mistake or material inaccuracy referred to in this Supplement arose or was noted before the closing of the offer period or the delivery of the Notes, whichever occurs first. That period may be extended by the Issuer. This right to withdrawal shall expire by close of business on 26 April 2023. Investors may contact the Authorised Offerors should they wish to exercise the right to withdrawal.

CONTENTS

DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE SECTION 3

MODIFICATION TO THE RECENT DEVELOPMENTS SECTION..... 8

MODIFICATION TO THE GENERAL INFORMATION SECTION 9

PERSONS RESPONSIBLE FOR THE SUPPLEMENT10

DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE SECTION

The section “Documents Incorporated by Reference” on pages 33 to 38 of the English version of the Base Prospectus is deleted in its entirety and replaced by the following:

“The Base Prospectus should be read and construed in conjunction with the sections set out in the cross-reference table below of the following documents and the Previous EMTN Conditions (as defined below) which have previously been published and have been filed with the *Autorité des marchés financiers* (the “AMF”) and shall be incorporated in, and form part of, the Base Prospectus.

- (i) the 2022 Annual Financial Report in the English language, incorporating its audited annual accounts for the year ended 31 December 2022 and the related audit report, which is dated 30 March 2023 (the “**2022 Audited Annual Financial Report**”) (<https://www.cades.fr/pdf/comptes/uk/Comptes%202022%20UK.pdf>);
- (ii) the 2021 Annual Financial Report in the English language, incorporating its audited annual accounts for the year ended 31 December 2021 and the related audit report, which is dated 1st April 2022 (the “**2021 Audited Annual Financial Report**”) (https://www.cades.fr/pdf/comptes/uk/Comptes_31dec2021_VA.pdf);
- (iii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 28 May 2010 which received visa n°10-156 on 28 May 2010 (the “**2010 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/18_docref_28052010.pdf);
- (iv) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 30 May 2011 which received visa n°11-193 on 30 May 2011 (the “**2011 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/21_docref_30052011.pdf);
- (v) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 31 May 2012 which received visa n°12-237 on 31 May 2012 (the “**2012 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/25_docref_31052012.pdf);
- (vi) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 3 June 2013 which received visa n°13-257 on 3 June 2013 (the “**2013 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/CADES_DIP_Base_Prospectus_2013.pdf);
- (vii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 10 June 2014 which received visa n°14-283 from the AMF on 10 June 2014 (the “**2014 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2014.pdf);
- (viii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 8 June 2015 which received visa n°15-259 from the AMF on 8 June 2015 (the “**2015 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2015.pdf);
- (ix) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 1 June 2016 which received visa n°16-221 from the AMF on 1 June 2016 (the “**2016 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2016.pdf);
- (x) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 8 September 2017 which received visa n°17-465 from the AMF on 8 September 2017 (the “**2017 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2017.pdf);

- (xi) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 31 May 2018 which received visa n°18-216 from the AMF on 31 May 2018 (the “**2018 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2018.pdf);
- (xii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 19 June 2019 which received visa n°19-276 from the AMF on 19 June 2019 (the “**2019 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/prosp_base_DIP_2019.pdf);
- (xiii) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 19 August 2020 which received visa n°20-414 from the AMF on 19 August 2020 (the “**2020 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2020.pdf); and
- (xiv) the terms and conditions of the notes contained in the base prospectus of the Issuer dated 6 September 2021 which received approval number 21-381 from the AMF on 6 September 2021 (the “**2021 EMTN Conditions**”) (https://www.cades.fr/pdf/docref/fr/Prosp_Base_DIP_2021.pdf) and together with the 2020 EMTN Conditions, the 2019 EMTN Conditions, the 2018 EMTN Conditions, 2017 EMTN Conditions, the 2016 EMTN Conditions, the 2015 EMTN Conditions, the 2014 EMTN Conditions, the 2013 EMTN Conditions, the 2012 EMTN Conditions, the 2011 EMTN Conditions and the 2010 EMTN Conditions, the “**Previous EMTN Conditions**”).

The sections referred to in the table below shall be deemed to be incorporated in, and form part of the Base Prospectus to the extent that any statement contained herein modifies or supersedes such earlier statement (whether expressly, by implication or otherwise). Any statement so modified or superseded shall not be deemed to constitute a part of the Base Prospectus.

For as long as any Notes are outstanding, the Base Prospectus, any supplement to the Base Prospectus and all documents incorporated by reference in the Base Prospectus will be available, free of charge, (i) on the website of the Issuer (www.cades.fr) and (ii) at the specified office of the Fiscal Agent and the Paying Agents set out at the end of the Base Prospectus during normal business hours. The Base Prospectus and any supplement to the Base Prospectus will also be available on the website of the AMF (www.amf-france.org).

For the purposes of the Prospectus Regulation, the information incorporated by reference in the Base Prospectus is set out in the cross-reference table below. For the avoidance of doubt, the information requested to be disclosed by the Issuer as a result of Annex 6 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/980 supplementing the Prospectus Regulation, as amended (the “**Commission Delegated Regulation**”) is referred to in the cross-reference tables below. “*Not Applicable*” in the cross-reference table below means that the information is not relevant for the purposes of Annex 6 of the Commission Delegated Regulation.

Any information not listed in the following cross-reference table but included in the documents listed above is given for information purposes only.

Unless otherwise explicitly incorporated by reference into the Base Prospectus in accordance with the list above, the information contained on the website of the Issuer shall not be deemed incorporated by reference herein and is for information purposes only. Therefore, it does not form part of the Base Prospectus and has not been scrutinised or approved by the AMF.

Cross-reference table

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2021 Annual Financial Report	2022 Annual Financial Report
11. FINANCIAL INFORMATION CONCERNING THE ISSUER’S ASSETS AND LIABILITIES, FINANCIAL POSITION, AND PROFITS AND LOSSES		

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2021 Annual Financial Report	2022 Annual Financial Report
11.1 <u>Historical financial information</u>		
11.1.1 Audited historical financial information covering the latest two financial years (or such shorter period as the Issuer has been in operation) and the audit report in respect of each year.	Pages 1 to 40	Pages 1 to 39
11.1.2 Change of accounting reference date If the Issuer has changed its accounting reference date during the period for which historical financial information is required, the audited historical financial information shall cover at least 24 months, or the entire period for which the Issuer has been in operation, whichever is shorter.	Not Applicable	Not Applicable
11.1.3 Accounting Standards The financial information must be prepared according to International Financial Reporting Standards as endorsed in the Union based on Regulation (EC) No 1606/2002. If Regulation (EC) No 1606/2002 is not applicable the financial information must be prepared in accordance with either: (a) a Member State’s national accounting standards for issuers from the EEA, as required by the Directive 2013/34/EU (b) a third country’s national accounting standards equivalent to Regulation (EC) No 1606/2002 for third country issuers. If such third country’s national accounting standards are not equivalent to Regulation (EC) No 1606/2002, the financial statements shall be restated in compliance with that Regulation.	Pages 7 to 12	Pages 6 to 11
11.1.4 Change of accounting framework The last audited historical financial information, containing comparative information for the previous year, must be presented and prepared in a form consistent with the accounting standards framework that will be adopted in the issuer’s next publisher annual financial statements. Changes within the issuer’s existing accounting framework do not require the audited financial statements to be restated. However, if the issuer intends to adopt a new accounting standards framework in its next published financial statements, the latest year of financial statements must be prepared and audited in line with the new framework.	Not Applicable	Not Applicable
11.1.5 Where the audited financial information is prepared according to national accounting standards, the financial information required under this heading must include at least the following: (a) the balance sheet; (b) the income statement; (c) the cash flow statement; (d) the accounting policies and explanatory notes.	Page 1 ; Page 2 ; Page 3 ; Pages 5 to 12 and pages 13 to 40.	Page 1 Page 2 Page 4 Pages 5 to 11 and pages 12 to 39

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2021 Annual Financial Report	2022 Annual Financial Report
<p>11.1.6 Consolidated financial statements</p> <p>If the Issuer prepares both stand-alone and consolidated financial statements, include at least the consolidated financial statements in the registration document.</p>	Not Applicable	Not Applicable
<p>11.1.7 Age of financial information</p> <p>The balance sheet date of the last year of audited financial information statements may not be older than 18 months from the date of the registration document.</p>	Page 1	Page 1
<p>11.2 <u>Interim and other financial information</u></p>		
<p>If the issuer has published quarterly or half yearly financial information since the date of its last audited financial statements, these must be included in the registration document. If the quarterly or half yearly financial information has been reviewed or audited, the audit or review report must also be included. If the quarterly or half yearly financial information is not audited or has not been reviewed state that fact.</p> <p>If the registration document is dated more than nine months after the date of the last audited financial statements, it must contain interim financial information, which may be unaudited (in which case that fact must be stated) covering at least the first six months of the financial year.</p> <p>Interim financial information prepared in accordance with either the requirements of the Directive 2013/34/EU or Regulation (EC) No 1606/2002 as the case may be.</p> <p>For issuers not subject to either Directive 2013/34/EU or Regulation (EC) No 1606/2002, the interim financial information must include comparative statements for the same period in the prior financial year, except that the requirement for comparative balance sheet information may be satisfied by presenting the year's end balance sheet.</p>	Not Applicable	Not Applicable
<p>11.3 <u>Auditing of historical annual financial information</u></p>		
<p>11.3.1 The historical annual financial information must be independently audited. The audit report shall be prepared in accordance with the Directive 2014/56/EU and Regulation (EU) No 537/2014.</p> <p>Where Directive 2014/56/EU and Regulation (EU) No 537/2014 do not apply:</p> <p>(a) the historical financial information must be audited or reported on as to whether or not, for the purposes of the registration document, it gives a true and fair view in accordance with auditing standards applicable in a Member State or an equivalent standard.</p> <p>(b) if audit reports on the historical financial information contain qualifications, modifications of opinion, disclaimers or an emphasis of matter, such qualifications, modifications, disclaimers or emphasis of matter must be reproduced in full and the reasons given.</p>	The first six pages before page 1	The first five pages before page 1

Commission Delegated Regulation – Annex 6	2021 Annual Financial Report	2022 Annual Financial Report
11.3.2 Indication of other information in the registration document which has been audited by the auditors.	Not Applicable	Not Applicable
11.3.3 Where financial information in the registration document is not extracted from the issuer’s audited financial statements state the source of the data and state that the data is not audited.	Not Applicable	Not Applicable
11.4 <u>Legal and arbitration proceedings</u>		
11.4.1 Information on any governmental, legal or arbitration proceedings (including any such proceedings which are pending or threatened of which the issuer is aware), during a period covering at least the previous 12 months which may have, or have had in the recent past significant effects on the issuer and/or group’s financial position or profitability, or provide an appropriate negative statement.	Not Applicable	Not Applicable
11.5 Significant change in the issuer’s financial position.		
11.5.1 A description of any significant change in the financial position of the group which has occurred since the end of the last financial period for which either audited financial information or interim financial information have been published, or provide an appropriate negative statement.	Not Applicable	Not Applicable

The Previous EMTN Conditions are incorporated by reference in the Base Prospectus for the purpose only of further issues of notes to be assimilated (*assimilées*) and form a single series with Notes already issued under the relevant Previous EMTN Conditions.

Non-incorporated parts of the above-listed base prospectuses of the Issuer dated 6 September 2021, 19 August 2020, 19 June 2019, 31 May 2018, 8 September 2017, 1 June 2016, 8 June 2015, 10 June 2014, 3 June 2013, 31 May 2012, 30 May 2011 and 28 May 2010 respectively, are either not relevant for investors or covered elsewhere in the Base Prospectus.

The table below sets out the relevant page references for the terms and conditions contained in the base prospectuses relating to the Programme.

Terms and Conditions Incorporated by Reference	Page reference
Base Prospectus dated 6 September 2021	Pages 33 to 83
Base Prospectus dated 19 August 2020	Pages 24 to 67
Base Prospectus dated 19 June 2019	Pages 51 to 94
Base Prospectus dated 31 May 2018	Pages 47 to 84
Base Prospectus dated 8 September 2017	Pages 41 to 79
Base Prospectus dated 1 June 2016	Pages 38 to 75
Base Prospectus dated 8 June 2015	Pages 37 to 74
Base Prospectus dated 10 June 2014	Pages 40 to 75
Base Prospectus dated 3 June 2013	Pages 43 to 80
Base Prospectus dated 31 May 2012	Pages 32 to 49
Base Prospectus dated 30 May 2011	Pages 33 to 50
Base Prospectus dated 28 May 2010	Pages 30 to 48

”

MODIFICATION TO THE RECENT DEVELOPMENTS SECTION

In the section “**Description of the Issuer**” on pages 99 to 114 of the English version of the Base Prospectus, the paragraph “**Recent Developments**” on page 114 of the English version of the Base Prospectus is hereby deleted in its entirety and replaced by the following:

“Since 1 January 2023, CADES has issued the following debt instruments:

- On 17 January 2023, CADES issued a bond with maturity 25 May 2028 for an amount of EUR 5 billion;
- On 25 January 2023, CADES issued a bond with maturity 25 January 2026 for an amount of USD 4 billion;
and
- On 1 March 2023, CADES issued a bond with maturity 1 March 2030 for an amount of EUR 4 billion.”

MODIFICATION TO THE GENERAL INFORMATION SECTION

In the section “**General Information**” on pages 173 to 176 of the English version of the Base Prospectus, the paragraph 4 “**Trend Information and No Significant Change**” on page 173 of the English version of the Base Prospectus is replaced as follows:

“4 **Trend Information and No Significant Change**

There has been no significant change in the financial position or financial performance of the Issuer since 31 December 2022, and no material adverse change in the prospects of the Issuer since 31 December 2022.”

In the section “**General Information**” on pages 173 to 176 of the English version of the Base Prospectus, the paragraph 12 of the section “**Statutory Auditors**” on pages 174 and 175 of the Base Prospectus is replaced as follows:

“12 **Statutory Auditors**

The Issuer’s public accountant (*Contrôleur budgétaire et comptable ministériel*) is responsible for the preparation of its statutory accounts and financial statements. Such accounts and financial statements are also approved by the Minister of Economy, Finance and Industrial and Digital Sovereignty and the Minister of Health and Prevention and are controlled periodically by the French state audit office (*Cour des Comptes*), which has authority to accept or reject the accounts presented.

KPMG Audit of Tour EQHO, 2 Avenue Gambetta, 92066 Paris La Défense, France and KPMG S.A. of Tour EQHO, 2 Avenue Gambetta, CS 60055, 92066 Paris La Défense Cedex, France, have respectively reviewed and rendered a report on the 2021 Audited Annual Financial Statements. KPMG Audit and KPMG S.A. are members of the *Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes*. Grant Thornton, 29 Rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine, France, has been appointed as a statutory auditor firm on 13 July 2022 for a period of 6 years and has reviewed and rendered a report on the 2022 Audited Annual Financial Statements. KPMG Audit, KPMG S.A. and Grant Thornton are members of the *Compagnie régionale des commissaires aux comptes of Versailles*. The statutory auditor firm reports semi-annually to the Board of Directors to express an opinion on financial statements.

In the section “**General Information**” on pages 173 to 176 of the English version of the Base Prospectus, the paragraph 18 “**2021 Annual Financial Report**” is replaced as follows:

“18 **2022 Annual Financial Report**

The auditor’s report with respect to the annual financial statements as of 31 December 2022 contains a qualification set out on two first pages of the first five pages preceding the page 1 of the 2022 Audited Annual Financial Report.”

PERSONS RESPONSIBLE FOR THE SUPPLEMENT

Responsibility for this Supplement

In the name of the Issuer

The Issuer hereby declares that, to the best of its knowledge, the information contained or incorporated by reference in this Supplement is in accordance with the facts and that this Supplement makes no omission likely to affect its import.

Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale represented by the Agence France Trésor

139, rue de Bercy
75012 Paris
France

Directrice générale adjointe

Julika COURTADE-GROSS

In Paris, on 21 April 2023

The 2022 audited annual financial statements incorporated by reference in this Supplement have been the subject of an audit report by the statutory auditors, and contains a qualification mentioned below:

“Basis for qualified opinion

Motivation for qualification

In its report of 1 April 2022 relating to the financial year 2021, KPMG expressed a qualified opinion due to its inability to express an opinion on the amounts recorded in respect of revenue from the contribution to the social security debt repayment contribution (CRDS) and the social security contribution (CSG) relating to receivables, deferred revenues and provisions for risks and revenues reductions.

As mentioned in paragraphs 4.1 to 4.3 of the "Accounting principles and methods" note to the annual financial statements, CRDS and CSG revenues are recorded on the basis of notifications sent to CADES by ACOSS and the General Directorate of Public Finances (DGFIP) in their capacity as collecting agencies. CADES responsibilities in terms of revenue consist of a formal accounting verification of the documents produced by the collecting agencies.

In May 2022, in its report on the certification of the Accounts of the General Social Security System for the financial year 2021, the “Cour des comptes” was unable to certify the accounts of the collection activity due to the impact of the significant anomalies identified and the absence of sufficient evidence to allow us to express an opinion on the absence of risks of material misstatement in the above-mentioned accounts.

In view of the above, we are not in a position to express an opinion on the absence of material misstatement of the annual accounts for the following items:

- Balance sheet - Assets:
 - Receivables (€780.61m) and impairment of receivables (- €564.74m),
 - Deferred revenues (€1.418m)
- Balance sheet - Liabilities:
 - Provisions for risk (€75.61m)
- Income statement – Income:
 - Other operating income CSG and CRDS (€18,218.61 €)
- Income statement – Expenses:
 - Other operating expenses (€140.70 €)”



This Supplement to the Base Prospectus has been approved on 21 April 2023 by the AMF, in its capacity as competent authority under Regulation (EU) 2017/1129.

The AMF has approved this Supplement after having verified that the information it contains is complete, coherent and comprehensible within the meaning of Regulation (EU) 2017/1129.

This approval is not a favourable opinion on the Issuer described in this Supplement.

This Supplement to the Base Prospectus obtained the following approval number: 23-125.